

**PRÉFECTURE**

Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées  
SK/95

## ARRETE

du **15 SEP. 2015** portant mise en demeure à la société  
**EURO TF de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral**  
**du 29 octobre 2007 réglementant ses installations à MUNSTER**

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L171-8,
- VU** le décret du 24 juillet 2014, paru au J.O. du 25 juillet 2014, portant nomination de M. Pascal LELARGE, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2014,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014233-0001 du 21 août 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-302-9 du 29 octobre 2007, autorisant la société des Manufactures Hartmann à poursuivre l'exploitation d'une unité d'ennoblissement textile sur le site de Munster,
- VU** la déclaration de changement d'exploitant en date du 3 novembre 2009 indiquant que la société EURO TF déclare reprendre les activités des Manufactures Hartmann à Munster,
- VU** le récépissé de changement d'exploitant délivré le 6 novembre 2009 à la société EURO TF,
- VU** la visite d'inspection du 12 août 2015,
- VU** le rapport du 18 août 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** la pollution de la Fecht, survenue le 10 août 2015, dont l'origine est due à un rejet d'eau issue des installations de la société EURO TF, présentant un pH élevé qui a occasionné une importante mortalité de poissons,

**CONSIDERANT** l'absence de contrôle sur le rejet des eaux pluviales se déversant dans le canal du Hammer qui rejoint la Fecht,

**CONSIDERANT** que l'exploitant a omis de déclarer la pollution du 10 août 2015, ayant pour origine un dysfonctionnement de ses installations,

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pu communiquer au moment de la visite de contrôle les résultats des mesures de la surveillance sur les eaux souterraines,

**CONSIDERANT** par conséquent que cette situation constitue des non conformités avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 et du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L171-8 du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

La société EURO TF, désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 29 rue des Sources à Lyon (69009), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 susvisé et du code de l'environnement, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, s'appliquant à ses installations sises 14 rue des Remparts à Munster (68140).

### **Article 2 :**

**Dans un délai d'un mois** et conformément aux prescriptions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 susvisé :

*« Les eaux pluviales sont rejetées dans la Fecht après passage par le bassin d'homogénéisation. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. ».*

### **Article 3 :**

**Dans un délai d'un mois** et conformément aux dispositions de l'article 9.5 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 susvisé :

*« Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines compte tenu de l'activité de l'installation ainsi que les fréquences d'analyses sont déterminées au vu des conclusions de l'étude hydrogéologique (...). Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé ».*

L'étude hydrogéologique remise le 11 février 2008 indique dans sa conclusion que « dans le cadre du contrôle analytique de la qualité des eaux souterraines, les analyses physico-chimiques suivantes sont proposées :

*campagne semestrielle : pH, Conductivité, phosphore, phénols, bore, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, cadmium, mercure et HAP, Hct, PCB ».*

#### **Article 4 :**

**Dans le délai de 15 jours**, l'exploitant est mis en demeure d'effectuer la déclaration d'incident et de communiquer les informations prévues à l'article R512-69 du code de l'environnement, repris ci-après :

*« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1.*

*Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme ».*

#### **Article 5 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

#### **Article 6 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le **15 SEP. 2015**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

#### **Délais et voie de recours :**

(article R. 514-3-1 du Titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

